

**Conseil des ministres - Ratification
du traité d'extradition et du traité
d'entraide judiciaire en matière
pénale entre la République
française et la République socialiste
du Viet Nam**
(Paris, 05 juillet 2017)

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a présenté un projet de loi autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République socialiste du Viet Nam et du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République socialiste du Viet Nam. Ces deux traités ont été signés le 6 septembre 2016 à Hanoï.

Le traité d'extradition énonce l'engagement de principe des parties de se livrer réciproquement les personnes qui, se trouvant sur le territoire de l'une d'elles, sont poursuivies pour une infraction pénale ou recherchées aux fins d'exécuter une peine privative de liberté, prononcée par les autorités judiciaires de l'autre partie à la suite d'une infraction pénale.

Le traité d'entraide judiciaire en matière pénale stipule que les parties s'accordent mutuellement l'entraide judiciaire la plus large possible afin de faciliter la collecte d'éléments de preuve dans le cadre de procédures pénales transnationales.

L'objectif est d'établir une coopération plus efficace entre les deux États en vue de lutter contre la criminalité et l'impunité. Ces textes viennent ainsi compléter l'ensemble des conventions existantes avec ce pays dans le domaine judiciaire./.